COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE ** PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

VENDREDI 15 MARS 1975

EDITORIAL LA FORCE DES TRAVAILLEURS

Après les dockers de la Guadeloupe, après les travailleurs du bâtiment en Martinique, ce sont les ouvriers de la raffinerie de pétrole, la SARA, qui sont en grève.

Les conséquences de cette grève sont importantes sur la vie économique du pays. Plus de gaz, essence rationnée, menaces d'arrêts d'autres entreprises faute de combustible.

Evidemment les tenants du pouvoir, et la presse à ses ordres, s'indignent et se plaignent. Mais les travailleurs quelque soit le secteur où ils travaillent, service public ou privé, n'ont pas d'autres moyens pour faire aboutir leurs revendications que la grève. Les jérémiades, les menaces et les campagnes de la radio et de la presse coloniales n'y changeront rien.

Les travailleurs d'autres catégories le comprennent très bien, puisque eux aussi sont obligés de recourir à ce moyen pour changer quelque peu leur situation.

Mais une remarque s'impose quand on voit les effets de grèves comme celle actuelle de la SARA, ou comme celle des dockers. Il suffit que des travailleurs se croisent les bras pour que l'économie entière risque d'être paralysée. Cette constatation loin de nous affliger ne fait que nous réjouir, car c'est de cette force que les travailleurs peuvent espérer se servir un jour pour leur complète libération.

Cui ? Que les dockers, les travailleurs de la production d'électricité, ceux de la raffinerie de pétrole, ceux de la construction et ceux de la production de sucre, que les coupeurs de cannes, les travailleurs des plantations s'arrêtent, eh ! bien ! c'est tout le pays qui s'arrête.

La marche de la société dépend du travail des ouvriers, depuis les tâches les plus petites jusqu'aux plus importantes. Et c'est cela qui fait justement la force de la classe ouvrière. Elle est la seule classe à avoir dans la société actuelle une telle position et c'est bien pourquoi c'est elle qui peut changer cette société en faisant disparaître l'exploitation capitaliste.

Cette force, les travailleurs de la SARA l'utilisent pour obtenir une amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Puissent les travailleurs se rendre compte de cette force qui est la leur. En prendre conscience est l'un des premiers pas dans la voie de leur émancipation.

PORTUGAL | ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT DE DROITE DE L'ARMÉE

Le 11 mars une fraction de l'armée portugaise s'est rebellée contre le gouvernement contrôlé par le Mouvement des Forces Armées (MFA).

La tentative a échoué. Son principal organisateur Antonio de Spínola a pris la fuite et s'est réfugié en Espagne.

Il n'y a guère de doute, vu la participation d'un Spínola, que ce soulèvement a été le fait d'une fraction réactionnaire de l'armée qui voulait échapper au contrôle du MFA et le renverser. En effet, ce dernier s'est donné pour tâche de moderniser le Portugal, de relever sa son économie. Il y a toutes les chances pour que ce programme ne soit pas partagé par l'ensemble de l'armée. Le MFA qui en est la branche la plus radicale contrôle le pouvoir. Mais il le fait parce qu'il bénéficie du soutien de l'armée. Mais jusqu'à quand ?

Aujourd'hui, le MFA est sorti vainqueur de l'épreuve, mais s'il devait demain se heurter à des forces supérieures il ne pourrait l'emporter qu'en s'appuyant délibérément sur les masses populaires. Le fera-t-il ? Rien n'est moins sûr. Car au plus fort des derniers événements ce n'est que timidement qu'il a fait appel au soutien populaire en demandant d'ériger des barricades dans

Lisbonne. Mais pour l'essentiel c'est entre militaires que les choses se sont déroulées. Une fois de plus le peuple a applaudi la victoire des militaires du MFA, il a été spectateur d'une pièce où personne ne l'a convié à jouer aucun rôle. Que fait le parti communiste dans tout cela ? Il s'accommode du rôle de spectateur qui est dévolu à la classe ouvrière. Au mieux lance-t-il des appels à la vigilance. Sa seule politique consiste, non pas à appeler les travailleurs à prendre leur sort en main, pour faire face pleinement à toute évolution de la situation, mais à considérer le soutien du MFA comme la seule issue possible pour la classe ouvrière. Cette politique est évidemment grosse de danger et de désillusion.

Les événements de ce début de semaine montrent que la crise politique est loin d'être réglée au Portugal. Les élections qui approchent, si elles se déroulent comme prévu, vont provoquer encore bien des bouleversements.

Face à cela le moins que l'on puisse dire est que la classe ouvrière est bien loin d'être armée pour réagir avec succès.

PROBLÈMES DE LA RÉCOLTE en guadeloupe LA VIOLENCE DES USINIERS, PRÉFET ET AUTRES...

Les représentants des usiniers de Grosse-Montagne, Blanchet, Darbousier et Gardel faisaient passer sur les ondes, ce jeudi 13 mars, un communiqué laconique et autoritaire annonçant que la date de la reprise de la coupe avait été fixée au lendemain matin, c'est-à-dire hier vendredi. Ils précisaient par ailleurs que le prix de la tonne de canne était fixé pour 1975 (voulant ainsi faire comprendre qu'ils n'entendaient pas en rediscuter) et que pour 1974 la commission déciderait s'il y avait lieu ou non de revoir le prix accordé.

A l'heure où nous écrivons, nous ignorons si les usiniers sont effectivement parvenus à faire démarrer la récolte sur certaines de leurs plantations. D'après les déclarations d'un cadre de Cardel, ils étaient en tous cas décidés à utiliser tous les moyens pour cela, et entre autres à faire intervenir les "forces de l'ordre".

Après le lock-out des diverses usines, cette décision des capitalistes usiniers constitue un deuxième coup de force contre les ouvriers agricoles et les petits planteurs en grève, et cela, avec l'appui

couvert du pouvoir colonial. Ce faisant, ils bafouent ouvertement les travailleurs de ce pays, et le ton autoritaire de leur communiqué est à la mesure du mépris avec lequel ils les traitent.

Les travailleurs ne pourront longtemps accepter d'être traités de la sorte ; ils ne pourront longtemps admettre que des gens puissent décider pour eux à quel jour et à quelle heure ils doivent couper, ou livrer la canne ; que ces gens estiment pouvoir décider si les travailleurs auront ou non de quoi nourrir leur famille ; qu'ils les considèrent comme des chiens auxquels il suffit de faire un geste pour les voir accourir, sachant qu'en cas de refus, on pourra toujours faire intervenir la meute des CRS, képis rouges et autres forces de répression.

Mais la violence exercée par les exploités et le pouvoir colonial à leur service montre clairement que la classe ouvrière et tous les opprimés devront s'organiser et utiliser d'autres moyens que les méthodes traditionnelles s'ils veulent se débarrasser de ce régime pourri.

LE SMAC ENCORE APPLIQUE

LES PROMESSES DE GISCARD : DU VENT

Il y a quelque temps, le gouvernement annonçait la suppression du SMAC, en le mettant au même niveau que le SMIC et déjà France-Antilles d'annoncer que Giscard tenait ses promesses. Or le SMAC n'est pas du tout supprimé. On vient de le voir avec les récentes augmentations du SMIC.

En effet, pour le commerce et l'industrie l'augmentation est calculée sur la base de la semaine de 40 h. Le salaire horaire passe de 5,52 à 5,68 fr, soit 45,44 fr pour la journée de huit heures pour le SMIC DOM.

Pour l'agriculture, c'est différent: l'augmentation est calculée sur la base de 48 h hebdomadaire. Le salaire admis pour une journée est donc de 37,85 fr.

Avec les 2,9 % d'augmentation cela donne environ 11 centimes d'augmentation horaire contre 16 centimes pour les autres secteurs. La différence est minime. Mais cela n'empêche pas que:

- 1) Le SMAC demeure.
- 2) Cette pratique continuant, le fossé va s'élargir encore en défaveur des ouvriers agricoles.

On le voit donc, la politique Giscardienne est toujours la même. D'un côté, à grand renfort de publicité, on annonce le changement, la départementalisation "économique", de l'autre, les mêmes discriminations demeurent.

De toutes façons, les travailleurs n'auront qu'une solution: arracher aux patrons et au gouvernement qui les protège, des salaires décents.

MÉFAITS DU COLONIALISME ET DE L'EXPLOITATION COLONIALISTE

MORNE-A-L'EAU DRAME DE LA PAUVRETE : UNE CASE BRULEE, TROIS ENFANTS PARISSELT.

Un incendie éclatait dimanche 9 mars, dans une case en bois située à l'Espérance Morne-à-l'Eau. Lorsque les premiers secours arrivèrent sur place, on devait trouver dans les décombres les corps de deux enfants brûlés vifs, le troisième devait mourir peu après, à l'hôpital des suites de ses brûlures.

Ce n'est pas la première fois que de tels faits se produisent. La majorité des habitations aux Antilles sont construites en bois. Ce fut le cas pour la case qui a brûlé à Morne-à-l'Eau. Les travailleurs qui, pour la plupart, habitent ces cases s'éclairaient à la lampe à pétrole ou même, ce n'est pas rare, à la bougie.

Alors, dans ces conditions, il n'est pas étonnant que tels incendies de case soient choses plutôt fréquentes. L'étonnant est que cela n'arrive pas plus souvent. On voit le danger que courent parfois les vieilles personnes et les enfants qui souvent sont les victimes de tels incidents.

Là aussi, on retrouve les victimes toujours parmi les mêmes: ceux qui sont pauvres et n'ont pas les moyens de vivre autrement.

CAPESTERRE

MORT POUR LE CAPITAL

Dans la région de Capesterre, mardi, un ouvrier a trouvé la mort.

Ce jeune de 25 ans, embauché par Dormoy la veille, avait été envoyé abattre des arbres avec un tracteur, au fond de la commune de Capesterre.

Pendant qu'il manoeuvrait, un arbre s'est abattu sur lui. Lorsque Dormoy est venu faire "le tour du propriétaire" il trouva cet ouvrier gisant mort sur son engin.

Avec un froid cynisme, ce propriétaire refusa d'avertir les ouvriers de la plantation car c'était un jour d'emballage de bananes et il ne voulait pas arrêter le travail. Cette attitude ne peut que confirmer la responsabilité du patron qui se soucie beaucoup plus de sa "banane" que de la vie d'un travailleur.

En effet, la mort de ce travailleur

ne peut être mise sur le compte d'un quelconque manque de chance. La direction en porte bel et bien la responsabilité car c'est bien pour payer un minimum de travailleurs qu'elle envoie un ouvrier faire des tâches aussi dangereuses, seul sur une machine dans la forêt.

La mort de ce jeune travailleur est encore un assassinat pur et simple.

DU BEAU GAZON POUR LES CAPITALISTES, LA MISERE POUR LES TRAVAILLEURS.

Devant la journée porte ouverte de l'INRA, les visiteurs ont pu être largement informés sur les recherches qu'entreprennent les ingénieurs en vue d'améliorer les conditions de culture, les techniques dans le domaine de l'élevage ou de l'agriculture, etc...

Il est néanmoins une recherche dont on n'a pas entendu parler, et pour cause. Des ingénieurs ont reçu pour ordre de trouver un gazon "tendre et moelleux", parfaitement adapté au climat sec et chaud, pour le golf de St François...

Pour cela, ils devront, entre autres, faire des études sur des variétés de gazon existant dans des pays plus chauds que la Guadeloupe, et acclimater ces variétés.

Céder aux petits et gros caprices des capitalistes, au mépris des intérêts de l'ensemble de la population laborieuse voilà le rôle que l'état fait jouer à ses organismes et ses ingénieurs!

Quand il s'agit du sort des malheureux, l'Etat ne trouve jamais d'argent, mais il en a toujours quand il s'agit de faire plaisir aux capitalistes.

BANANE

GOYAVE

L'ESCLAVAGE CONTINUE-T-IL ?

Il y a quelques jours, deux travailleurs d'une habitation de banane de la SCEFA à Goyave ont été licenciés dans des conditions particulièrement odieuses. Prenant comme prétexte le fait que l'un de ces travailleurs avait laissé un régime de banane par terre, le gérant décida de le licencier sans même lui payer sa dernière semaine. La colère de ce travailleur ne se fit pas attendre et le gérant riposta violemment, en frappant celui qu'il venait de licencier. C'est alors que les vrais motifs du licenciement furent connus: le gérant aboya que tous ceux qui sont syndiqués ou auraient l'intention de l'être, ou qui feraient parti d'une organisation politique quelconque seraient licenciés. Sur ce, il décida de licencier un camarade du travailleur, également syndiqué.

Jusqu'à présent, le premier travailleur licencié n'a pas encore touché sa dernière semaine, et ce par la seule volonté d'un petit gérant.

Ces petits chefs font la loi sur les plantations! Ils se permettent de traiter les travailleurs comme des bêtes en utilisant les moyens les plus avilissants, jusqu'à abuser des fermes en échange d'une journée de travail supplémentaire.

Face à de telles méthodes, la soumission n'est pas de mise.

Si les travailleurs veulent que cela change, il leur faudra imposer aussi leur loi sur les plantations et répondre à la violence par la violence.

REUNION PUBLIQUE
de
COMBAT OUVRIER
à la

MAISON des SYNDICATS

Vendredi 21 mars 1975 à 18 h.

THEME : LES LUTTES SOCIALES ET LA TACTIQUE DES SYNDICATS

MANIFESTATION DU PARTI COMMUNISTE GUADELOUPEEN CONTRE LA FERMETURE DES USINES.

A l'appel du PCG, hier soir, vers 17 h 30 s'est déroulée une manifestation contre la fermeture de l'usine Darboussier. A peu près 500 personnes se sont rassemblées devant l'usine avant de défilier dans les rues jusqu'à la sous-préfecture. "Du travail pour tous", "ouvrez les usines", "à bas le colonialisme" furent les mots d'ordre fréquemment repris par les manifestants. Une délégation du PC se rendit à la sous-préfecture pour y présenter une motion de protestation et exiger l'ouverture de l'usine Darboussier.

Bien que cette manifestation fut positive, c'est malgré tout une mobilisation beaucoup plus large et plus radicale qu'il faudrait organiser pour faire céder les patrons et l'administration coloniale, dans le cas contraire, la protestation déposée par le parti communiste à la sous-préfecture restera lettre morte.

Directeur de Publication : M.E. ZOROR
Commission paritaire : N° 51.728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance :
G. BEAUJOUR B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386.F.D.F.
6è supplément au mensuel N° 47